

Synthèse du rapport d'activité 2013 de l'Arapej

Le pôle insertion regroupe :

Un service d'accompagnement des allocataires RSA

Objectif : élaboration d'un diagnostic social et professionnel de la situation des bénéficiaires et définition d'un plan d'intervention adapté au projet de la personne pour améliorer les conditions de vie (sociale, sanitaire, familiale, économique, culturelle et professionnelle), développer leurs propres capacités à maintenir ou à restaurer leur autonomie, mener avec elles toutes les actions susceptibles de favoriser leur insertion professionnelle ou l'ouverture des droits sociaux.

Public	Lieux	Nombre de places	Nombre de bénéficiaires
Sortants de prison ou Sans domicile fixe ou très désocialisés	Paris	300	451
Plus de 3 ans dans le dispositif et plus de 50 ans	Paris 5 ^{ème} , 12 ^{ème} , 13 ^{ème} , 14 ^{ème} , 15 ^{ème} et 20 ^{ème}	200	266
Total		500 places	717 personnes

Un service d'insertion par l'activité économique (IAE)

Objectif : intégrer rapidement la marché du travail par l'intermédiaire d'un contrat d'insertion

Public	Lieux	Activités	Nombre de bénéficiaires
Sortants de prison avec ou sans placement extérieur, personnes très désocialisées	Département 93	Second œuvre du bâtiment	12
Sortants de prison avec ou sans placement extérieur, personnes très désocialisées	Département 93	Espaces verts	12
Total			24 personnes

Le pôle hébergement logement regroupe :

L'hébergement (384 places sur 125 appartements, hôtels et 3 internats)

Objectifs : accueillir, héberger et accompagner et orienter vers un logement pérenne ou dispositif adapté toutes personnes sous main de justice, sortant de prison ou en difficultés sociales, en vue de leur insertion sociale et professionnelle.

Etablissements et services	Départements	Nombre de places	Nombre de bénéficiaires
CHRS (Centre d'hébergement et de réinsertion sociale)	75	20	40
CHRS Le Phare / Le Rebond (2 internats)	91	89	131
CHRS Belle Etoile (internat)	91	32	68
CHRS	92	29	42

CHRS	93	37	62
CHRS	94	49	95
ACT (appartements de coordination thérapeutique)	92	25	23
Urgence pour aménagements de peine	75	27	57
Urgence et stabilisation	91	40	48
Urgence pour auteurs violences conjugales	91	3	9
Urgence aménagement de peine	91	5	16
Stabilisation	92	4	5
PE (placement extérieur des détenus)	93	16	51
MILDT (personnes sous addictions)	93	8	8
Total	5 départements	384 places	655 personnes

Les 5 résidences sociales (85 logements pour 170 places) sur le 91

Objectif : accueillir des publics ayant des difficultés d'accès à un logement ordinaire pour des raisons sociales et économiques, et pour lesquels la résidence sociale peut constituer une étape dans le parcours résidentiel.

Service	Lieu	Nombre de logements	Nombre de bénéficiaires
Résidence sociale	Yerres (rue René Coty)	18	
Résidence sociale	Yerres (rue Pierre Guilbert)	5	
Résidence sociale	Saint Pierre du Perray	27	
Résidence sociale	Vigneux	16	
Résidence sociale	Juvisy	19	
Total	5 sites	85 logements	181 personnes

Le pôle droit et justice regroupe :

Le Numéro Vert Arapej

Objectif : Le Numéro vert d'information juridique et sociale pour les personnes incarcérées et leurs proches propose :

- une information juridique (sociale, pénale, civile, administrative, etc.) ;
- une orientation adaptée (associative, administrative, judiciaire, etc.) ;
- un accompagnement pour préparer la sortie de prison (hébergement, travail, formation, etc.).

Les stages de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants

Objectif : créer une dynamique de groupe propice à une réflexion sur sa consommation ; apporter un contenu informatif et formatif sur les différents produits, leurs effets, les conséquences sur l'organisme, permettant la mise en place de repères pour évaluer sa consommation; Faciliter le passage d'une élaboration personnelle à une élaboration groupale, permettant une mutualisation des expériences de consommation, pour nourrir par la suite une réflexion, potentiellement un changement, dans son mode de consommation.

Les points d'accès au droit ville (15^{ème} et 19^{ème} arrondissement de Paris)

Objectif : lieu d'accueil et de permanences gratuites pour l'accès à une information de proximité, à des consultations sur les droits et obligations et pour une aide dans les démarches juridiques. A ce titre, le PAD organise des permanences d'accès au droit spécialisées notamment en matière du droit de la famille, droit du travail, droit du logement, prévention des expulsions, droit des étrangers, lutte contre les discriminations, violences faites aux femmes... 3 salariés à temps plein travaillent au PAD

19ème : une chargée d'accueil, un médiateur social et un juriste coordinateur responsable du fonctionnement du service.

Les points d'accès au droit pénitentiaire

Objectif : développer la politique d'accès au Droit en détention et de rendre accessible le droit aux personnes incarcérées à la maison d'arrêt. Les juristes du Point d'accès au Droit délivrent des informations juridiques dans tous les domaines de droit (administratif, social, civil) à l'exception de la matière pénale. Ces informations sont données au cours d'entretien individuel ou lors d'atelier collectif. Ils accompagnent également les personnes détenues dans leurs démarches administratives et juridiques.

Le référent hébergement logement

Objectif : favoriser l'accès des personnes détenues à l'hébergement et au logement en permettant la transition entre la fin de détention et le retour à une vie dans la cité, afin de faciliter l'insertion sociale et éviter la récidive.

Le référent droits sociaux

Objectif : mise en œuvre de la procédure de délivrance et de renouvellement des Cartes Nationales d'Identité pour les personnes détenues au sein de la maison d'arrêt et assurer le maintien, l'ouverture et le suivi auprès des administrations compétentes des dossiers administratifs permettant aux personnes détenues d'accéder aux droits sociaux (RAS, APA, AAH,...).

Les permanences spécialisées en droit des étrangers

Objectif : développer la politique d'accès au droit des personnes de nationalité étrangère incarcérées au sein de la maison d'arrêt, par le biais de permanences gratuites d'information juridique. Le champ de compétence visé par la convention couvre « le domaine exclusif du droit des étrangers, du droit d'asile et du droit de la nationalité ». L'objectif est de répondre à la forte demande en droit des étrangers.

Les permanences juridiques

Objectif : assurer un accès au droit à des personnes sorties de détention en Ile-de-France. Les principaux thèmes rencontrés sont les procédures civiles d'exécution de peine, le droit de la famille, les amendes, la procédure pénale, l'aide juridictionnelle, le droit des étrangers, la consommation ou le surendettement.

Service formations juridiques et d'accès au droit

Objectif : actions de formation juridique pour assurer la professionnalisation des salariés, des étudiants et des bénévoles; permanences juridiques à caractère social pour améliorer l'accès au droit des plus démunis.

Service	Lieux	Nombre de bénéficiaires
Numéro Vert d'information juridique et sociale	National	11 238
Stages de sensibilisation aux dangers des stupéfiants	Paris	282
PAD 15 ^{ème}	Paris 15 ^{ème} arrondissement	3 975
PAD 19 ^{ème}	Paris 19 ^{ème} arrondissement	4 376
PAD pénitentiaire	Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (91)	2 477
PAD pénitentiaire	Nanterre (92)	615
PAD pénitentiaire	Meaux Chauconin (77)	495
PAD pénitentiaire	Réau (77)	548

PAD pénitentiaire	Melun (77)	248
Référent hébergement logement	Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (91)	47
Référent droits sociaux	Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (91)	231
Référent droit des étrangers	Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (91)	82
Permanences juridiques et d'accès au droit	Paris	850
Formations juridiques et d'accès au droit	National, Evry, Aulnay-sous-Bois	1 980
Total	14 services	27 444 personnes